

<https://www.cafepedagogique.net/2024/03/14/largent-public-pour-lecole-publique-associati...>

Lilia Ben Hamouda

5 min read

"L'argent public pour l'école publique ": associations et syndicats s'organisent



« École de toute la jeunesse, l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire doit être LA priorité du pays », écrivent plusieurs acteurs* du monde éducatif et associatif dans une tribune parue dans Le Monde. « Elle doit assurer l'égal accès de toutes et tous aux mêmes enseignements, dans les meilleures conditions sur l'ensemble du territoire. Cela passe par des politiques qui assurent la mixité sociale et cassent les phénomènes de ghettoïsation et de séparatisme social ». Mardi 12 mars, une majorité des organisations et associations signataires organisaient une conférence de presse pour présenter leur campagne, « une campagne avec des rassemblements, des rencontres », explique Grégory Frackowiak, secrétaire national de la FSU. « C'est le départ d'un marathon pour répandre l'idée qu'il faut défendre l'école publique ».



« Il est urgent que la République soutienne pleinement son école, la seule école de toute la jeunesse vivant dans ce pays », écrivent les 26 signataires de la tribune. « Ensemble

nous nous tenons debout, afin de construire le rapport de force nécessaire pour réaliser partout les ambitions de l'école publique laïque ».

Cette campagne, malgré le timing, n'est pas en réaction aux multiples polémiques Oudéa-Castéra. « *On a commencé à s'organiser dès le printemps dernier, lors de l'échec du Plan mixité porté par Pap N'diyae* », explique Marie-Laure Tirelle du Cnal. Jules Siran, co-secrétaire fédéral de SUD éducation, reconnaît que le contexte Amélie Oudéa-Castéra, « *et tous ces ministres qui ont fréquenté les bancs du privé ou dont les enfants les fréquentent* », « *joue* » aussi. « *Il y avait un contexte et une sorte d'urgence politique qui nous a amenés à nous rendre compte qu'on était à un moment charnière de l'École* », enchérit-il. « *À force de dire que l'École publique dysfonctionne, on a nourri l'enseignement privé. On sent chez certains une volonté de légitimer le séparatisme scolaire. Avec le choc des savoirs, on a une élite qui nous dit : vos enfants trainent les nôtres. Ils le disaient déjà avant, en allant dans le privé, là c'est au sein même de nos écoles qu'ils veulent appliquer ce séparatisme. C'est une remise en cause de ce que doit être l'école pour tous les enfants, notamment dans le public* ». « *Amélie Oudéa-Castéra n'était même pas cynique, elle ne voyait même pas le problème. Ça montre le degré de déconnexion* ». C'est dans la Tribune du Monde que s'est formalisée cette alliance hors norme.

L'école publique doit recevoir les moyens dont elle a besoin

Ce que demandent les 26 organisations est simple : que l'argent public aille à l'école publique. « *L'école publique, laïque, gratuite et obligatoire doit être LA priorité du pays* », clament-elles. Pour autant, elles se défendent de vouloir relancer la guerre scolaire. « *On n'appelle pas à un arrêt immédiat du financement de l'enseignement privé sous contrat* », expliquent les signataires. « *Ce qui fait accord, c'est que l'école publique doit recevoir les moyens dont elle a besoin. Il faut mettre en place un plan de sortie, la proposition de loi du député Ouzoulias est par exemple une bonne idée. Comme en Bretagne, il n'y a tout simplement d'offre scolaire publique* ».

« *À un moment, on a eu l'impression qu'on n'avait même plus le droit de dire que l'argent public doit aller à l'école publique* », s'émeut Grégory Frackowiak. « *Le privé sous contrat ne fait pas partie du service public quoiqu'en dise le secrétariat général de l'enseignement catholique. Il est difficile de prétendre au service public quant au nom du caractère propre,*

on se prévaut de ne pas appliquer certaines règles, on s'autorise à toutes les entorses ».

La mixité, par exemple, est obligatoire depuis 2013... », ironise Marie-Laure Tirelle.

« L'école est le point d'ancrage d'un avenir meilleur pour les familles populaires.

Certaines, au prix de concessions financières, font le choix du privé. Réinvestir l'école publique, c'est éviter cette fuite de ces familles », estime l'assemblée des signataires qui appelle à une mobilisation citoyenne sur la question. « Il faut ouvrir un grand débat national pour remettre ces questions au cœur des discussions dans les facs, dans les établissements, dans les mairies... Il faut que cela devienne un cadre revendicatif tout le temps... » plaide-t-elle.

Lilia Ben Hamouda

Pour lire la tribune, c'est [ici](#)

Liste des signataires de la tribune : FSU, CGT Educ'action, SUD Education, UNSA Education, Association des libres-penseurs de France, Céméa, Comité nationale d'action laïque, Coopérative des idées 93, FCPE, Fédération nationale des DDEN, Fédération nationale de la libre-pensée, Jeunesse en Plein Air, Ligue des droits de l'homme, Réseau français des villes éducatives, Solidarité laïque, Ligue de l'Enseignement, Mouvement national lycéen, l'Union étudiante, Union nationale des étudiants de France, Union syndicale lycéenne.

Generated with Reader Mode